

BUDGET PRINCIPAL

Service de Contrôle de Légalité

Acte n° : 2026184

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 28/09/2026

Objet : DELEGATION POUE ESTER EN JUSTICE DESIGNATION D AVOCAT CAA TOULOUSE

Nature : Délibérations

Matière : Institutions et vie politique - Decision d ester en justice

Date de télétransmission : 12/10/2026 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2026=184 D_l_gation pour ester en justice = d_signation d_avocat = CAA Toulouse.pdf

Annexes :

Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 031

Identifiant de l'acte : 031-283100014-20260928-2026184-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 12/10/2026

DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Présents :	4
Représentés :	0
Excusés :	1
QUORUM	3

SÉANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mille vingt-six, au jour du vingt-huit septembre à quatorze heures et trente minutes, le bureau du conseil d'administration s'est réuni au service départemental d'incendie et de secours, sur convocation de son président, Monsieur Gilbert HÉBRARD en date du 21 septembre 2026.

Étaient présents : HEBRARD Gilbert, BAYLAC Sandrine, LLORCA Jean-Louis, PEIRO-FOURNIER Marielle

Étaient excusés : POUMIROL Emilienne

OBJET : Délégation pour ester en justice - désignation d'avocat - CAA Toulouse

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code de la justice administrative ;

Considérant que :

- Par un formulaire de saisine de la commission de déontologie en date du 21 février 2022, C. E. fait état d'une succession de difficultés dont elle en attribue la cause à sa cheffe de service, L. C.
- Le 25 mars 2022, une enquête administrative sur les faits dénoncés était ouverte : des entretiens et investigations ont été menés du 25 mars 2022 au 13 septembre 2022, date de dépôt du rapport.
- Un conseil de discipline était alors réuni à l'issue : la révocation est prononcée à l'encontre de L. C. ; l'arrêté portant révocation du 28 novembre 2022 sera notifié à l'intéressée.
- Cette dernière conteste par l'introduction d'un recours pour excès de pouvoir ledit arrêté le 30 janvier 2023, recours notifié au SDIS le 3 février suivant. Le tribunal administratif de Toulouse rejette le recours le 23 avril 2026. L.C fait appel de la décision. Ce nouveau recours est notifié au SDIS le 22 juin 2026.

ENTENDU le rapport de Madame Nathalie PEREZ,

APRÈS en avoir délibéré,

Les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité,

MISSIONNENT Maître BOMSTAIN dont le cabinet se situe allées Jean Jaurès à Toulouse dans le cadre de la gestion de ce dossier.

Transmis en Préfecture, affiché et certifié exécutoire le **12 OCT. 2026**, identifiant de la délibération

Cette délibération sera publiée dans le prochain recueil des actes administratifs du SDIS Haute-Garonne

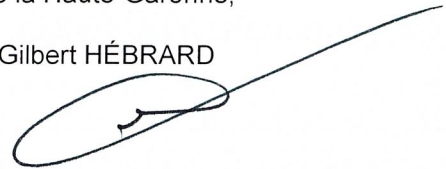
La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification et de publication.

05 61 06 37 09
secretariatdir@sd31.fr • www.sd31.fr

49, chemin de l'Armurié
CS 80123 • 31772 Colomiers Cedex

Le Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
de la Haute-Garonne,

Gilbert HÉBRARD



Transmis en Préfecture, affiché et certifié exécutoire le 12 OCT. 2026, identifiant de la délibération
Cette délibération sera publiée dans le prochain recueil des actes administratifs du SDIS Haute-Garonne
La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois, à
compter de sa date de notification et de publication.

05 61 06 37 09
secretariatdir@sdis31.fr • www.sdis31.fr

49, chemin de l'Armurié
CS 80123 • 31772 Colomiers Cedex